

DANS L'ACTUALITE du 11 au 24 avril 2014

Textes officiels

JORF n°0092 du 18 avril 2014 page 6857

[Décret n° 2014-401 du 16 avril 2014 relatif aux attributions du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie](#)

[Décret n° 2014-404 du 16 avril 2014 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique](#)

[Décret n° 2014-409 du 16 avril 2014 relatif aux attributions du ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports](#)

[Décret n° 2014-414 du 16 avril 2014 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'égalité des territoires](#)

Projet de loi

Le Sénat adopte le projet de loi sur l'entreprise individuelle, l'artisanat et le commerce

[Le Sénat a largement adopté jeudi 17 avril en première lecture le projet de loi qui vise à unifier les régimes de l'entreprise individuelle, à renforcer les exigences de qualification dans l'artisanat et à réformer le bail et l'urbanisme commerciaux](#)

[Projet de loi adopté par l'assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises n° 376 – Enregistré à la Présidence du Sénat le 18 février 2014](#)

Jurisprudence

Conséquence de l'omission de la mention d'un possible sursis à statuer dans un certificat d'urbanisme

[CE 3 avril 2014 *commune de Langolen*, req. n° 362735](#)

La Cour administrative d'appel de Marseille précise les conditions d'examen des demandes d'indemnisation contre des recours illégitimes

[CAA Marseille 24 mars 2014, req. n° 12MA01160](#)

[CAA Marseille 20 mars 2014 *association Bien vivre aux Restanques*, req. n° 13MA03143](#)

[CAA Marseille 20 mars 2014, req. n° 12MA00380](#)

[CAA Marseille 20 mars 2014, req. n° 13MA02236](#)

[CAA Marseille 20 mars 2014, req. n° 13MA02161](#)

[CAA Marseille 6 mars 2014, req. n° 12MA02615](#)

Réponse ministérielle

Recouvrement de la taxe locale sur la publicité extérieure

[Rép. min. n° 47377, JOAN du 1^{er} avril 2014](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Marchés publics de maîtrise d'œuvre: piqûre de rappel sur le délai de «standstill» et les avis de publicité

Respecter le délai de suspension de la signature du marché, notifier aux candidats évincés le rejet de leur offre, publier un avis d'intention de conclure ou un avis d'attribution sont autant de formalités auxquelles l'acheteur public peut être soumis en fonction de la procédure de marché public choisie. Bercy en rappelle les modalités notamment pour les marchés de maîtrise d'œuvre dans une réponse ministérielle du 3 avril.

Source : le Moniteur du 23/04/2014

Clause de variation de prix mal calibrée : quelle marge de manœuvre ?

En marchés publics, sauf erreur matérielle manifeste, un avenant qui insère ou modifie une formule, des index ou une clause de révision de prix est illégal, comme le précise Bercy dans une réponse ministérielle.

Source : le Moniteur du 18/04/2014

Egalité hommes femmes : les sénateurs adoptent le projet de loi

Le Sénat a adopté en deuxième lecture, le 17 avril, le projet de loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Au menu notamment : l'éviction de la commande publique des entreprises rétives à respecter l'égalité professionnelle, et plusieurs mesures de droit du travail, comme la création d'une protection des jeunes pères contre le licenciement.

Source : le Moniteur du 18/04/2014

Comment mieux transposer les directives marchés publics ?

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris a participé à la consultation publique – close le 11 avril – sur le projet de décret visant à intégrer dès cet été, dans le Code des marchés publics, une partie des nouvelles dispositions européennes. D'accord sur le principe, la CCIP dessine néanmoins des axes d'amélioration du texte.

Source : le Moniteur du 17/04/2014

La Lettre de la DAJ n° 164 est parue

[Lettre de la DAI n°164](#)

Source : DAJ du 17/04/2014

Conseil aux acheteurs : nouveau format pour les « formulaires non obligatoires d'aide à la passation et l'exécution »

[Pour faciliter l'accès aux formulaires DC, OUV, NOTI et EXE, quelle que soit la suite logicielle utilisée, les formats des fichiers ont été modifiés. N'hésitez pas à les télécharger au nouveau format !](#)

Source : DAJ du 17/04/2014

Recours « Tropic 2 » : les praticiens analysent son impact sur le contentieux contractuel

[Quelques jours après la révolution opérée par le Conseil d'Etat en ouvrant le recours en contestation de la validité des contrats publics à tous les tiers \(et non plus aux seuls concurrents évincés\), divers spécialistes ont décortiqué cette jurisprudence et livrent leur analyse. La naissance du recours « Tropic 2 » accroît-elle le risque contentieux pesant sur les contrats administratifs ? Voici leurs réponses...](#)

Source : le Moniteur du 10/04/2014

Urbanisme

Urbanisme commercial : les modifications apportées par le Sénat

[Les sénateurs ont apporté plusieurs modifications au volet urbanisme commercial du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux TPE. Ce volet pourrait entrer en vigueur dès cet automne.](#)

Source : localtis.info du 18/04/2014

Intercommunalité, Alur, objectifs 500.000 : Sylvia Pinel fait le tour du propriétaire

[La ministre du Logement et de l'Egalité des territoires, Sylvia Pinel, était sur I>télé jeudi 17 avril pour faire le point sur les dossiers qui l'attendent.](#)

Source : le Moniteur du 18/04/2014

Les attributions de Sylvia Pinel précisées par décret

[La nouvelle ministre du Logement et de l'Égalité des territoires, Sylvia Pinel, rencontre actuellement les acteurs du secteur. Peu de précisions pour l'instant sur ses intentions. En revanche, le périmètre de ses attributions est acté par un décret publié au Journal Officiel le 18 avril. Détails.](#)

Source : le Moniteur du 17/04/2014

Le Sénat adopte le projet de loi sur l'entreprise individuelle, l'artisanat et le commerce

[Adopté largement en première lecture jeudi 17 avril, le projet de loi de Sylvia Pinel vise notamment à unifier les régimes de l'entreprise individuelle, à renforcer les exigences de qualification dans l'artisanat et à réformer le bail et l'urbanisme commerciaux.](#)

Source : le Moniteur du 17/04/2014

Samaritaine: la demande d'annulation du permis de construire rejetée

[Le tribunal administratif de Paris a rejeté vendredi 11 avril la demande d'annulation du permis de construire portant sur la rénovation du grand magasin parisien la Samaritaine formulée par une association.](#)

Source : le Moniteur du 11/04/2014

Environnement / Énergie

Le cabinet de Ségolène Royal au complet

[Après un changement de directeur de cabinet, Ségolène Royal, la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie vient de compléter la composition de son cabinet.](#)

Source : le Moniteur du 24/04/2014

La discussion parlementaire sur le projet de loi « transition énergétique » : ce sera pour la rentrée

[Le projet de loi de programmation sur la transition énergétique n'est pas à inscrit à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement qui sera ouverte en juillet. Ce qui paraissait probable a été confirmé ce 23 avril en conseil des ministres.](#)

Source : le Moniteur du 23/04/2014

Investissements d'avenir : plus de 1 milliard d'euros engagés par l'Ademe

[L'Ademe vient de publier le bilan des quatre programmes qui lui ont été confiés depuis 2010 au titre des Investissements d'avenir. Plus de 1 milliard d'euros ont déjà été engagés dans 139 projets. Les entreprises bénéficiaires prévoient déjà un chiffre d'affaires induit de plus de 10 milliards d'euros et plus de 10.000 emplois directs à l'horizon 2020, selon l'Agence.](#)

Source : localtis.info du 23/04/2014

Publication du "Guide sur l'application de la réglementation relative aux espèces protégées pour les parcs éoliens terrestres"

[Guide sur l'application de la réglementation relative aux espèces protégées pour les parcs éoliens terrestres - Mars 2014](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 22/04/2014

Les attributions de Ségolène Royal précisées par décret

[Un décret du 16 avril publié au Journal officiel du 18 détaille les attributions de la ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'énergie.](#)

Source : le Moniteur du 18/04/2014

La politique énergétique passera (aussi) par Arnaud Montebourg

Les attributions ministérielles de l'équipe de Manuel Valls, présentées mercredi 16 avril en Conseil des ministres, ont été publiées au Journal officiel du 18. Ségolène Royal, ministre de l'Écologie est bien chargée de « promouvoir la transition énergétique » (voir par ailleurs) mais le décret relatif aux attributions du ministre de l'Économie, du Redressement productif et du numérique précise que le titulaire « concourt à la définition et à la mise en oeuvre de la politique énergétique ».

Source : le Moniteur du 18/04/2014

Promotelec lance son nouveau Label Habitat Neuf

Depuis son lancement en 2005, plus de 314 000 logements en France ont demandé le Label Habitat Neuf de Promotelec. Porté par la RT2012, celui-ci avait cependant besoin d'un renouveau. Sa version 2014 intègre de nouvelles thématiques –consommation d'eau, émission de CO², cycle de vie des matériaux et équipements- et assouplit son mode d'octroi pour limiter le renchérissement des coûts des constructions.

Source : le Moniteur du 10/04/2014

Collectivité territoriale

Deuxième projet de loi de décentralisation : les régions en pôle-position

La Gazette s'est procuré le deuxième projet de loi de décentralisation qui devrait être présenté le 14 mai en Conseil des ministres. Au programme : la suppression de la clause de compétence générale des départements et des régions, des schémas régionaux qui s'imposent aux autres échelons ainsi que des mesures favorisant le redécoupage des régions.

Source : la gazette des communes du 23/04/2014

Nouvelle organisation territoriale : le Premier ministre lance la concertation

Après ses annonces sur l'organisation des collectivités territoriales, le Premier ministre a reçu le 22 avril les présidents de conseils généraux et régionaux. La concertation va se poursuivre rapidement au sein d'un groupe de travail associant les élus locaux, les parlementaires et le gouvernement. Le Premier ministre a confirmé vouloir un "big bang" territorial.

Source : localtis.info du 23/04/2014

Politique de la ville : les attributions de Najat Vallaud-Belkacem

[Le décret présenté en conseil des ministres le 16 avril a été publié au Journal officiel du 18. Il détaille les attributions de la ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.](#)

Source : le Moniteur du 18/04/2014

Les architectes, vent debout contre la proposition de loi SEMOU

[La proposition de loi SEM à opération unique \(SEMOU\) est porteuse d'un « péril financier et juridique pour les collectivités » aux dires du Conseil régional de l'Ordre des architectes d'Ile-de-France \(Croaif\)...](#)

Source : le Moniteur du 18/04/2014

Transport

Ecotaxe : Ségolène Royal « Chamboule-tout »

[Les déclarations de Ségolène Royal remettant en cause complètement le principe de l'écotaxe chamboulent toute la classe politique française et l'administration européenne. Ayant fait fi des travaux en cours de la commission parlementaire sur le sujet, cette dernière se voit contrainte de reporter la remise de ses conclusions.](#)

Source : le Moniteur du 18/04/2014

Notre-Dame-des-Landes: Bruxelles ouvre une procédure d'infraction contre la France

[La Commission européenne reproche à la France de n'avoir pas mené d'évaluation environnementale sur le projet controversé de l'aéroport du Grand-Ouest.](#)

Source : le Moniteur du 18/04/2014

Vu dans les revues

AJDA n° 14-2014 du 14 avril 2014 p.807, *Evaluation des incidences d'un projet d'aménagement sur une zone Natura 2000 (CE 13 décembre 2013 Ministre de l'écologie, req. n° 349541)*, par Catherine Roche

AJDA n° 15-2014 du 21 avril 2014 p.831, *Dossier : Directives marchés, du nouveau sans renouveau*

AJDA n° 15-2014 du 21 avril 2014 p.875, *Carte communale 1 – certificat d'urbanisme 0 (TA Dijon 19 novembre 2013, req. n° 1202500)*, par Philippe Juen

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 142 – avril 2014 p.21, *Dossier : les offres anormalement basses*

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 142 – avril 2014 p.68, *Groupement d'entreprises et concession de travaux*, par Etienne Fatôme et Laurent Richer

Complément Services publics n° 14 – avril 2014 p.8, *L'accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les marchés publics et la concession*, par Laurent Richer

DP construction et urbanisme – Bulletin n° 452 – avril 2014 p.4, *Entrée en vigueur de la loi ALUR : attention elle porte bien son nom !*, par Laurent Guittard

La gazette des communes n° 15/2217 du 14 avril 2014 p.48, *Responsabilité – L'entretien du patrimoine commémoratif 14-18*, par Stéphane Roux

Les cahiers juridiques de la gazette n° 173 – avril 2014 p.25, *La révision totale du droit de la commande publique*, par Jérôme Michon

La correspondance de l'enseigne n° 1237 du 21 avril 2014 p.8, *Pinel ou le choc de complexité !*

Décideurs : Stratégie Finance Droit n° 159 – Avril 2014 p.94, *AdDen en son éden*

Presse

Le gouvernement renforce les pouvoirs des régions avant leur fusion

[Le deuxième projet de loi de décentralisation transmis hier au Conseil d'Etat consacre le rôle des régions en matière économique.](#)

Source : les Echos du 24/04/2014

Travail dominical : la Ville de Paris riposte à Fabius

[Emploi : Au lendemain des déclarations de Laurent Fabius en faveur du travail dominical, la Mairie de Paris est montée au créneau hier pour rappeler « la nécessité de préserver les commerces de proximité et de conserver le dimanche comme un temps de respiration ».](#)

Source : les Echos du 24/04/2014

Fabius veut ouvrir les magasins le dimanche pour relancer le tourisme

[Le débat sur les zones touristiques à Paris est relancé. La future loi sur le travail dominical est attendue en fin d'année.](#)

Source : les Echos du 23/04/2014

Ecotaxe : les autoroutes dans la ligne de mire de Ségolène Royal

[En soulignant les bénéfices du secteur, la ministre semble prête à une taxation accrue.](#)

Source : les Echos du 22/04/2014

Tour de vis du Sénat sur les baux commerciaux longs

[Le Sénat refuse que les grands bailleurs de centres commerciaux et les baux commerciaux de plus de neuf ans échappent aux contraintes du projet de loi Pinel en matière d'augmentation de loyer.](#)

Source : les Echos du 16/04/2014

Logement : ce qui change en 2014

Deux lois et sept ordonnances n'ont pas (encore ?) réussi à endiguer la chute de la production de logements. Et l'année ne s'annonce pas meilleure.

Pouce !

Plusieurs mesures du rapport Mandon-Poittrinal dévoilé lundi, sur la simplification des normes concernent l'immobilier.

Recours : les effets limités de l'ordonnance du 18 juillet 2013

Bilan Les premiers effets de ce texte sont jugés insuffisants.

L'ordonnance est dissuasive pour les moins motivés, mais encore trop laxiste pour les autres.

Les foncières dans le collimateur de la loi Pinel

Le projet de loi porté par Sylvia Pinel pourrait redonner une marge de manœuvre aux enseignes.

Vincent Renard : « L'urbanisme est entre les mains des avocats et des juges »

Vincent Renard (Institut du développement durable et des relations internationales)

Source : Supplément – les Echos du 16/04/2014

50 mesures censées simplifier la vie des entreprises

Un rapport remis à Manuel Valls préconise de limiter la frénésie législative et réglementaire

Source : le Monde du 15/04/2014

50 nouvelles mesures pour simplifier la vie des entreprises

Guillaume Poittrinal et Thierry Mandon, co-présidents du Conseil de la simplification, ont présenté ce lundi une série de 50 nouvelles mesures pour simplifier la vie des entreprises. Toute nouvelle charge administrative devra être compensée. 4 à 6 milliards d'économies à la clef.

Source : les Echos du 14/04/2014